

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques,6662>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°47 > **ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

1er novembre 2010

ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

**Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail au coordinateur des groupes et actions : Jocelyn Peyret - Courriel : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr
Téléphone : 03 89 41 80 95**

12 juin : action contre la banalisation des pollutions nucléaires

Le 12 juin dernier, plusieurs actions ont été organisées à travers la France pour refuser la banalisation des pollutions nucléaires. Ces actions ont été organisées suite à un discret amendement déposé par le gouvernement. Ce décret permet de supprimer la procédure d'enquête publique pour les augmentations significatives de prélèvements d'eau et de rejets radioactifs et chimiques dans l'environnement ! Les actions de terrain ont consisté à colorer l'eau des fontaines pour symboliser la pollution radioactive et à y faire flotter des faux "poissons morts". Une cyberaction a également obtenu la signature de 21000 personnes.

Taverny : jeûne d'interpellation et d'actions face à l'arme nucléaire

Du 6 au 9 août 2010 (dates des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki), un jeûne d'interpellation et d'actions a été organisé par la Maison de Vigilance de Taverny, devant le Mur pour la Paix (place Joffre à Paris).

Cette action, qui se tient depuis plusieurs années à Taverny, demande l'abolition des armes nucléaires avant 2020, le respect du Traité de Non Prolifération et le soutien de la France à une Convention d'élimination des armes nucléaires.

Photos et compte rendu sur le site : <https://www.sortirdunucleaire.org/1785>

Maison de Vigilance, 134 route de Béthemont 95150 Taverny - Tél : 01 45 98 85 25

Blocage de deux camions de reconnaissance sismique

Samedi 12 juin 2010, des citoyens et élus opposants à l'enfouissement des déchets nucléaires, venant de Meuse et des Vosges, ont bloqué deux des camions de reconnaissance sismique. Dans le cadre d'une campagne de l'Andra, des mesures sont réalisées tous les 120 mètres, sur les 37 km² de la zone désignée par le gouvernement début 2010.

Cette action dénonce :

- la non-information des habitants des quatre villages (Bure, Mandres, Ribeaucourt, Bonnet) désignés par le gouvernement en janvier 2010 pour la poubelle atomique souterraine,
- la non-consultation des 45 000 Meusiens et Haut-Marnais, qui attendent toujours un référendum sur la question de Bure,
- l'inutilité du pseudo-débat public prévu en 2013 sur la question car il sera trop tard,
- le manque de transparence des travaux de l'Andra ayant conduit à la désignation de cette zone,
- l'opacité qui entoure le projet : outre le site de stockage souterrain, des zones de stockage temporaire en surface sont prévues, mais aucune information précise n'est disponible,
- les dangers de l'enfouissement qui sera irréversible et définitif, contrairement aux affirmations officielles de pseudo "réversibilité du stockage".

Déchets nucléaires, surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

www.burestop.org

Manifestation contre le réacteur EPR de Penly

Dimanche 20 juin après-midi, plusieurs centaines de militants ont défilé dans les rues de Dieppe. Ils s'opposent toujours à la construction d'un réacteur nucléaire nouvelle génération, dit EPR, à la centrale de Penly. Face à un "débat public où EDF ne répond pas aux questions posées", le collectif "Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs" demande un moratoire.

Déchets au Bugey : sept associations attaquent le décret devant le Conseil d'Etat

Le 28 juin, sept associations ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret autorisant EDF à créer une installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés sur la commune de Saint-Vulbas (Ain), près de la centrale nucléaire du Bugey.

L'installation a pour but de conditionner et d'entreposer "provisoirement" pendant cinquante ans (selon EDF) des déchets radioactifs de grande dangerosité venant de toute la France : déchets issus du démantèlement des centrales nucléaires de première génération et du surgénérateur Superphenix et déchets de même nature issus des centrales en exploitation.

Les associations dénoncent cette décision alors que le démantèlement est mis en œuvre sans débat national préalable et sans étude comparative des avantages et inconvénients des différentes options.

Contact : CRILAN, 10 route d'Etang Val, 50340 Les Pieux - Tel : 02 33 52 45 59